



**DEVELOPMENT
REIMAGINED**

Dépenses consacrées aux infrastructures pour réaliser les ODD et assurer la viabilité de la dette — Comment résoudre la quadrature du cercle ?

ANALYSE 2023

TABLE DES MATIÈRES

Table des matières.....	2
1 Introduction.....	1
2 Méthodologie.....	6
3 Analyse des données.....	7
3.1 Scénario 1 : Statu quo.....	7
3.1.1 Éthiopie :.....	8
3.1.2 Zambie :.....	9
3.1.3 Kenya :.....	10
3.1.4 Tchad.....	11
3.2 Scénario 2 : Réaliser les ODD.....	12
3.2.1 Éthiopie :.....	14
3.2.2 Zambie :.....	15
3.2.3 Kenya.....	16
3.2.4 Tchad.....	17
4 Déficit total de financement des infrastructures.....	18
4.1 Introduction.....	18
4.1.1 Éthiopie.....	19
4.1.2 Zambie :.....	20
4.1.3 Kenya :.....	20
4.1.4 Tchad.....	22
5 Conclusions et recommandations.....	23
6 Remerciements et coordonnées.....	24

CHAPITRE 1

1 INTRODUCTION

Depuis 2020 et le début de la pandémie de COVID-19, de nombreuses inquiétudes ont été exprimées quant à une « crise de la dette africaine » due à l'augmentation des niveaux d'endettement. Ce récit de la crise de la dette n'est toutefois pas nouveau. Elle date d'avant la pandémie. Cependant, il occulte non seulement la capacité d'action de l'Afrique, mais considère la dette comme le point de départ — au lieu d'évaluer le problème que la dette cherche à résoudre. Pour les pays africains, il s'agit souvent d'infrastructures vitales. Sur l'ensemble du continent, les pouvoirs publics ont financé une multitude de projets d'infrastructure individuels et régionaux conformément à leurs objectifs nationaux de développement et à l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

La pandémie de COVID-19 a accentué la pression financière sur les économies africaines. Development Reimagined estime que les États africains ont consacré 130 milliards de dollars à la lutte contre les conséquences économiques et sanitaires de la COVID-19. Le financement des mesures socio-économiques et les coûts associés à la réduction de l'activité économique et à l'achat de vaccins ont entraîné une restriction de la marge de manœuvre budgétaire et des niveaux d'endettement. En outre, l'augmentation des niveaux d'endettement a entravé l'accès des pays africains aux marchés des capitaux en raison de la dégradation de leur cote de crédit. Cette situation est aggravée par le processus très défaillant d'évaluation de la viabilité de la dette (AVD) utilisé par le FMI et la Banque mondiale. Celui-ci fixe une limite de 60 % pour le ratio de la dette par rapport au PIB en dépit du peu de preuves quantitatives à l'appui de ce seuil.

Dans le même temps, les pays africains doivent encore combler d'importants déficits d'investissement, en particulier dans les infrastructures, afin de stimuler la reprise économique post-COVID-19, de réaliser les ODD de l'ONU d'ici 2030 et de contribuer à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'UA. En effet, dans le cadre de « l'accélération de la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf) », la Banque africaine de développement (BAD) a défini un taux de croissance annuel allant de 7 % à 10 % pour les pays africains au cours des 40 prochaines années comme la référence afin d'atteindre les ODD de l'ONU et l'Agenda 2063. Dans les différents secteurs des économies africaines, le développement des infrastructures est un point d'ancrage nécessaire pour soutenir durablement ces objectifs.

Cependant, les informations sur les déficits de financement des infrastructures sont rares. L'analyse de la BAD n'est pas régulièrement actualisée et se situe souvent à l'échelle continentale ou sous-régionale plutôt qu'au niveau d'un pays ou d'un secteur. À cette fin, DR a conçu un modèle économétrique afin d'estimer les besoins d'investissement dans les infrastructures de quatre pays africains entre 2021 et 2030 (suivant deux scénarios). Nous poursuivons trois principaux objectifs.

1

Forecast the future investment needs of Ethiopia, Zambia, Chad and Kenya;

2

To illustrate the size of the financing needs of these countries with reference to their current capabilities and Gross Domestic Product (GDP);

3

Take stock of infrastructure needs in reference to the constraints of the DSA.

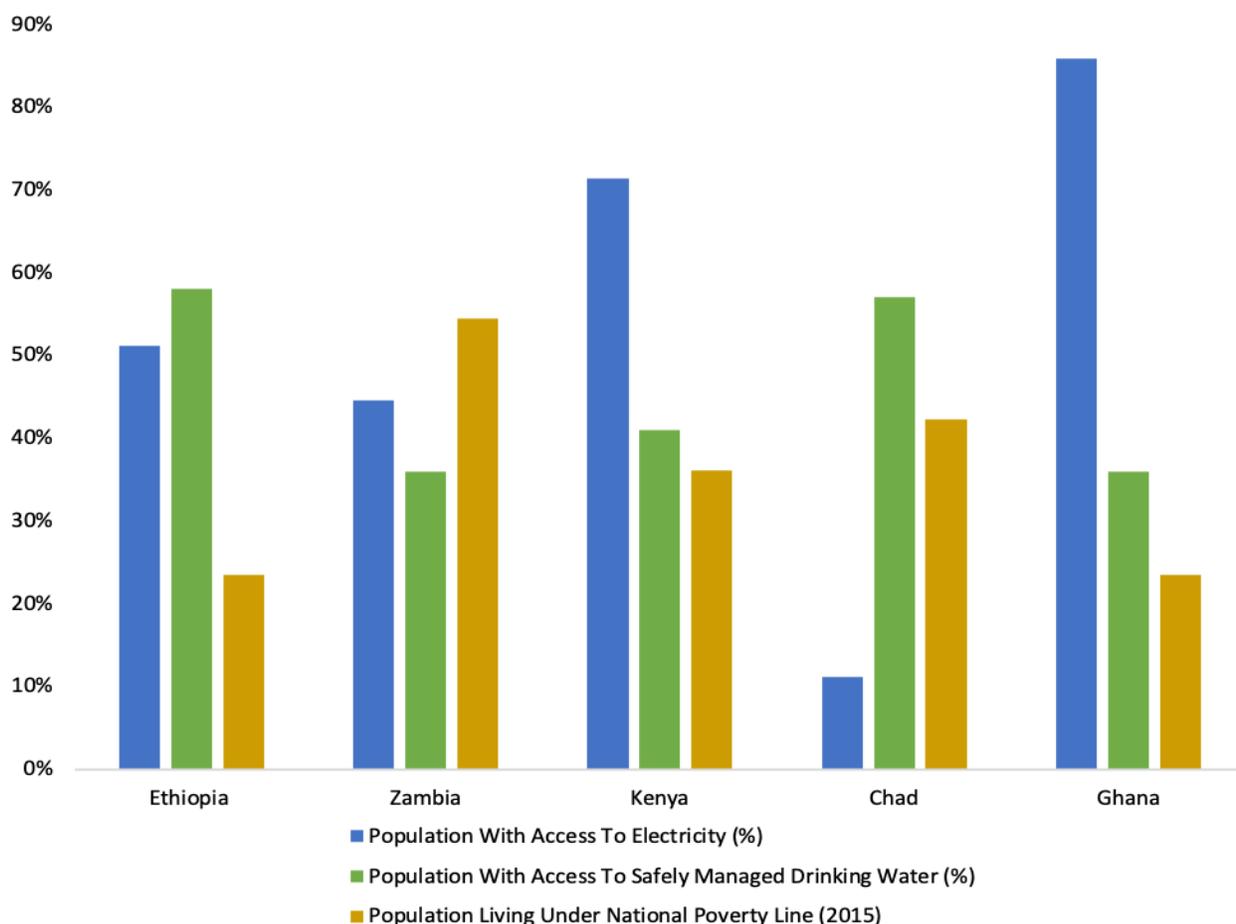
Nous avons sélectionné quatre pays pour effectuer l'analyse prévisionnelle, à savoir l'Éthiopie, la Zambie, le Kenya et le Tchad (ci-après « les pays considérés »). Le choix de ces pays repose sur le fait qu'ils ont tous (ou ont fait l'objet de rumeurs et dans le cas du Kenya) présenté une demande d'adhésion au cadre commun. Ils sont par ailleurs classés à un niveau de risque « élevé » ou « en situation de surendettement » par l'analyse de la viabilité de la dette du FMI et de la Banque mondiale (tableau 1). À la lumière des récents développements, à savoir la demande d'adhésion du Ghana au cadre commun en janvier 2023 et le défaut de paiement de la dette extérieure du pays, nous incluons le Ghana dans le groupe de pays considérés. Les résultats des projections relatives aux besoins en infrastructures du Ghana sont tirés de notre rapport sur les besoins de financement des infrastructures de mai 2022. Toutefois, à des fins de comparaison, l'horizon prévisionnel 2021-2030 est le même pour les cinq pays considérés.

Tableau 1 : La relation entre les pays considérés, y compris l'AVD, le cadre commun et les taux de croissance prévus.

Pays	Notation de l'AVD (Nov-22)	Demande d'adhésion au cadre commun	Dette publique (2021) en USD	Ratio dette/PIB (2021) en %	Taux de croissance prévu % (FMI)
Éthiopie	Élevé	✓ Demande faite en Févr. 2021	52,56 milliards	52,95	5,30
Zambie	En surendettement	✓ Demande faite en Févr. 2021	25,39 milliards	119,14	4,00
Kenya	Élevé	X Pas de demande faite à cette date	74,97 milliards	67,83	5,10
Tchad	En surendettement	✓ Demande faite en Jan 2021	6,6 milliards	55,96	3,40
Ghana	Élevé	✓ Demande faite en Jan 2023	65 milliards	82,12	2,80

Les besoins en infrastructures de chaque pays varient dans le temps. Lors de l'évaluation de l'accès national aux infrastructures et de leur disponibilité pour l'ensemble de la population d'un pays, les niveaux d'accès inférieurs à la capacité du pays sont considérés comme insuffisants. Le déficit entre l'existant et ce qui est nécessaire reflète la *distance* à parcourir par chaque pays en termes de développement des infrastructures. Les besoins d'investissement en infrastructures sont donc guidés par une série d'indicateurs de développement, dont certains sont résumés ci-dessous.

Figure A. « Distance à parcourir » mesurée à l'aide de trois indicateurs de développement.



L'accès à l'électricité dans les zones rurales et urbaines est un pilier essentiel du développement social et économique. Pour réaliser les ODD, la capacité d'un pays à produire de l'électricité et à la transmettre efficacement doit augmenter afin de répondre aux besoins croissants de la population. Dans les pays considérés, le niveau d'accès à l'électricité va de 11 % au Tchad à 86 % au Ghana. Cela donne une idée des niveaux d'investissement dans les infrastructures électriques requis pour améliorer l'accès à l'électricité dans les pays considérés.

L'accès à une eau potable gérée en toute sécurité minimise les risques d'épidémies évitables telles que le choléra. Outre les besoins quotidiens de consommation humaine, l'approvisionnement en eau potable est également essentiel à la production agricole, une source importante de moyens de subsistance dans les pays considérés. Comme illustré ci-dessous, l'accès à l'eau est relativement faible dans les cinq pays analysés, ce qui renforce la nécessité d'accorder la priorité aux investissements dans les infrastructures dans les années à venir.

La proportion de la population vivant dans la pauvreté reflète une disparité entre les besoins vitaux et les revenus disponibles pour les satisfaire au quotidien. Cette disparité est directement et indirectement liée au niveau de développement des infrastructures dans un pays, l'insuffisance des investissements dans les infrastructures augmentant la probabilité d'une augmentation des niveaux de pauvreté dans un pays. La proportion de la population vivant dans la pauvreté varie

de 23 % au Ghana à 54 % en Zambie, et il reste beaucoup à faire dans chaque pays pour la réduire.

Tableau 2 : Récapitulatif des besoins annuels moyens d'investissement dans les infrastructures par pays.

Pays	Tendance actuelle des investissements annuels (moyenne, USD)	Tendance actuelle des investissements annuels (% du PIB)	Cible annuelle des ODD	Investissement annuel dans les cibles des ODD (% du PIB)
Éthiopie	12 - 16,9 milliards	8 - 12	23,6 - 34,8 milliards	17 - 25
Zambie	4,4 - 6,4 milliards	15 - 22	7,4 - 10,8 milliards	26 - 38
Kenya	5,6 - 8,3 milliards	6 - 8	14,5 - 21,4 milliards	14 - 21
Tchad	1,9 - 2,9 milliards	16 - 25	3,2 - 5,6 milliards	28 - 49
Ghana*	2,9 - 4 milliards	4 - 5,5	7 - 9,1 milliards	9,7 - 12,6

* Besoins d'investissement en infrastructures estimés en mai 2022

Sur la base des tendances actuelles en matière d'investissement dans les infrastructures, 1,9 à 16,9 milliards de dollars devront être consacrés chaque année dans les cinq pays énumérés dans le tableau 2. À titre indicatif, cela correspond à une part du PIB comprise entre 4 et 25 %.

En gardant à l'esprit les ODD, les besoins d'investissement dans les infrastructures de chaque pays se multiplient dans des proportions variables. Les besoins d'investissement annuels varieront entre 3,2 et 34,8 milliards de dollars, ce qui signifie que l'équivalent de 9,7 à 49 % du PIB devra être mis de côté chaque année uniquement pour le développement des infrastructures. En termes monétaires, l'Éthiopie a les besoins d'investissement annuels et cumulés en infrastructures les plus importants. Cependant, du point de vue de la production économique historique (mesurée par le PIB), le Tchad devra prendre des engagements plus conséquents.

L'ampleur des engagements financiers requis ci-dessus met en évidence le besoin urgent de financement plus important dans les infrastructures de ces pays, mais plus important encore, indique à quel point le développement des infrastructures joue un rôle important dans la croissance économique au sens large. Des années supplémentaires de sous-investissement dans les infrastructures augmenteront les besoins d'investissement de chaque pays, ce qui compromettra les progrès vers la réalisation des ODD à l'horizon 2030.

En utilisant un algorithme de lissage exponentiel, le tableau 3 résume les prévisions des ratios dette-PIB en Zambie, au Kenya, au Tchad et au Ghana sur la base d'un ensemble de données dette-PIB pour la période 2000-2021. Ce qui ressort de ces résultats, c'est l'augmentation constante du fardeau de la dette liée aux infrastructures et aux autres engagements économiques auxquels les pays pourraient être confrontés dans les années à venir. Le PIB connaît également une croissance chaque année, peut-être de manière disproportionnée. Mais en raison (entre autres causes sous-jacentes) des déficits d'investissement mentionnés dans le tableau 2, les ratios dette-PIB favorisent l'augmentation de la dette au détriment de la production économique globale.

Tableau 3 : Ratios dette-PIB estimés selon les tendances actuelles en matière d'investissement.

Pays*	Zambie	Kenya	Tchad	Ghana
2022	145,45	69,90	56,23	90,89
2023	144,33	75,65	57,88	97,06
2024	153,51	80,44	59,53	103,88
2025	159,05	84,90	61,15	111,66
2026	168,81	89,35	63,11	118,19
2027	176,32	94,44	65,21	122,52
2028	184,76	98,67	67,42	121,71
2029	194,79	103,00	71,10	126,10
2030**	204,27	107,85	73,16	131,34

*données insuffisantes pour l'Éthiopie

**approche prévisionnelle restreinte aux tendances actuelles

CHAPITRE 2 :

2 MÉTHODOLOGIE

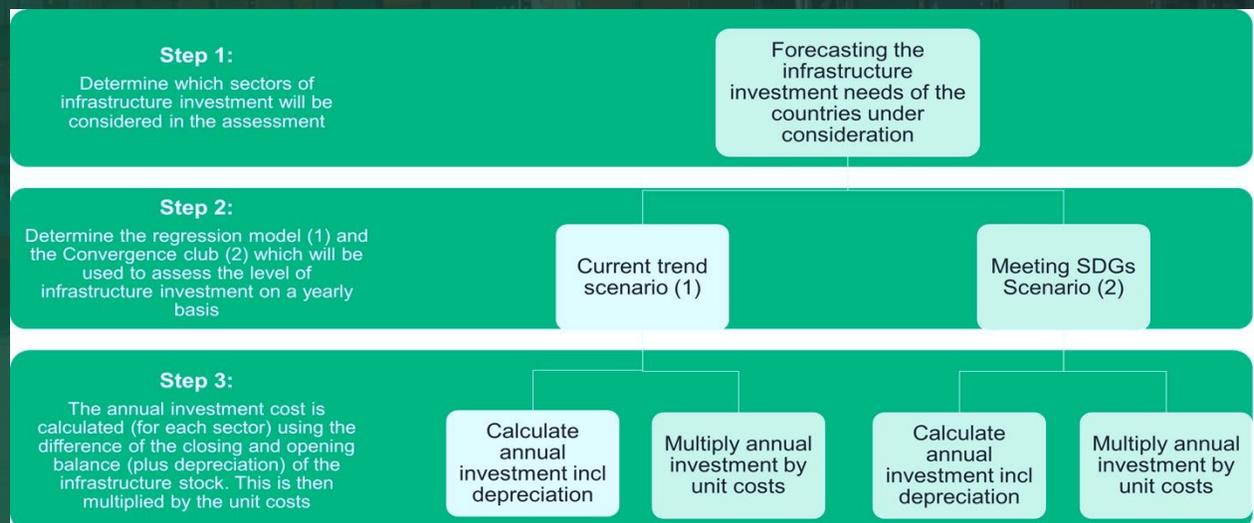
Development Reimagined a recueilli des données historiques de 2000 à 2020 (incluse) et a estimé les investissements en infrastructures des quatre pays entre 2021 et 2030.

Guidés par des initiatives similaires visant à prévoir les besoins d'investissement en infrastructures nationales en Asie, en Amérique latine et au niveau mondial, nous considérons de manière générale que les infrastructures comprennent les transports, l'énergie, les télécommunications ainsi que l'eau et l'assainissement. Une deuxième considération clé est l'horizon temporel de notre modèle de prévision. À des degrés divers, la fenêtre 2000-2020 choisie est un équilibre idéal entre la fiabilité statistique nécessaire à une analyse de séries temporelles et le niveau de stabilité économique attendu qui découle de l'analyse de périodes relativement courtes. Plus l'horizon temporel adopté est long, plus la probabilité de changements dans les conditions économiques sous-jacentes est élevée, changements qui compromettent à leur tour la fiabilité des prévisions effectuées.

Enfin, le point ultime de la prévision (2030) tient compte de deux éléments : d'une part, le compromis entre le temps et la fiabilité statistique décrit ci-dessus et, d'autre part, le fait que 2030 est l'année cible pour la réalisation des ODD dans le monde entier. En conséquence, nos prévisions sont divisées en deux scénarios, chacun avec son propre ensemble de conditions observées.

Les deux scénarios examinés sont les suivants :

1. **Tendance actuelle ou scénario du « statu quo »** : Les besoins futurs d'investissement dans les infrastructures sont évalués en fonction de la tendance découlant des investissements actuels dans les infrastructures de ces pays ; et
2. **Scénario de réalisation des ODD** : Les besoins de financement futurs sont calculés en fonction de ce qui est nécessaire à ces pays pour atteindre leurs engagements nationaux et internationaux. Le déficit entre les deux scénarios est le déficit d'investissement dans les infrastructures.



CHAPITRE 3 :

3 ANALYSE DES DONNÉES

3.1 Scénario 1 : Statu quo

Vue d'ensemble : Nous présentons une vue d'ensemble des résultats de nos prévisions relatives aux dépenses d'investissement dans les infrastructures prévues dans le scénario 1 : Tendence actuelle ou statu quo.

Coûts unitaires faibles - élevés : En utilisant les coûts unitaires faibles des investissements en infrastructures, nous prévoyons que le total cumulé des investissements en infrastructures entre 2021 et 2030 se situe entre 119,58 milliards et 169,33 milliards de dollars pour l'Éthiopie, 43,77 milliards et 64 milliards de dollars pour la Zambie, 56 milliards et 82,74 milliards de dollars pour le Kenya et 18,97 milliards à 29,35 milliards de dollars pour le Tchad.

PIB : D'après les résultats, l'Éthiopie, la Zambie, le Kenya et le Tchad devront consacrer en moyenne 6 à 25 % de leur PIB par an à l'investissement dans les infrastructures jusqu'en 2030, si l'on se base sur la tendance actuelle de leurs investissements dans les infrastructures.

3.1.1 ÉTHIOPIE :

Nos prévisions révèlent que la tendance actuelle des coûts d'investissement de l'Éthiopie entre 2021 et 2030 se situe entre 119,6 et 169,3 milliards de dollars (coût faible). En termes de dépenses annuelles moyennes, les tendances actuelles se situent entre 12 et 16,9 milliards de dollars, soit 8 à 12 % du PIB. Le coût total des investissements (tendance actuelle) peut être ventilé par secteur (figures 1 et 2).

La dynamique de la population est une considération fondamentale pour les besoins d'investissement en infrastructures d'un pays au fil du temps. Selon les estimations de la population en 2020, l'Éthiopie comptait 117,9 millions d'habitants, ce qui en faisait l'un des pays les plus peuplés d'Afrique. Par conséquent, le capital nécessaire pour soutenir la croissance et le développement de l'Éthiopie est relativement important par rapport à d'autres pays du continent.

Entre 2000 et 2020, la population totale de l'Éthiopie a augmenté en moyenne de 2,80 % par an, dont 18 % dans les zones urbaines. La production économique par personne a augmenté de 676 % au cours de cette période, ce qui est une indication positive de la capacité du pays à financer ses besoins croissants. Si l'on se projette dans l'avenir et si l'on en juge par les tendances actuelles, nous prévoyons une augmentation de la population du pays de 1,2 million d'habitants entre 2020 et 2030. Cette projection met en perspective l'ampleur des investissements en infrastructures nécessaires pour soutenir la croissance anticipée sans compromettre l'offre adéquate d'infrastructures par habitant et l'accès à ces infrastructures.

Par conséquent, et comme l'illustrent les sous-catégories d'infrastructures ci-dessus, l'expansion des réseaux routiers, l'augmentation de la production et de la distribution d'énergie et l'élargissement de la couverture des télécommunications sont les plus grands besoins d'investissement en infrastructures auxquels l'Éthiopie devra faire face entre 2021 et 2030.

Total Investment Cost - Current Trend:
\$120 - \$169 billion

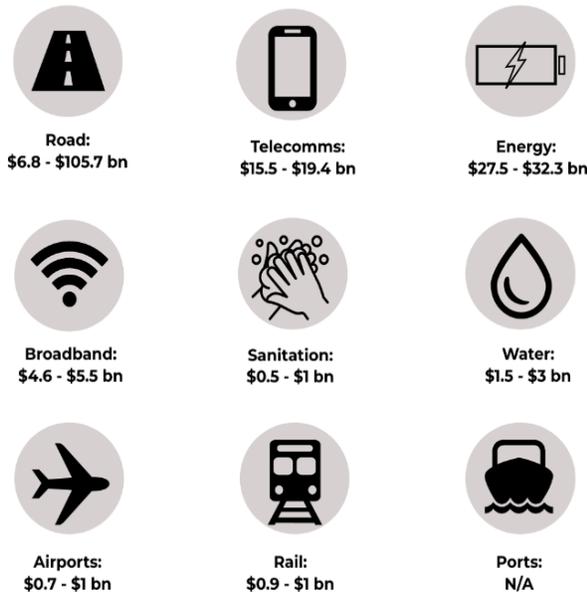


Figure 1 : Coûts totaux d'investissement de l'Éthiopie suivant le scénario 1.

3.1.2 ZAMBIE :

Nos prévisions révèlent que la tendance actuelle des coûts d'investissement en Zambie entre 2021 et 2030 se situe entre 43,7 et 64,1 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de dépenses annuelles moyennes, la tendance actuelle se situe entre 4,4 et 6,4 milliards de dollars, soit 15 et 22 % du PIB. Le coût total d'investissement (tendance actuelle) peut être ventilé par secteur (figures 3 et 4).

Avec une population d'environ 18,9 millions d'habitants en 2020, les besoins d'investissement en infrastructures de la Zambie sont comparativement inférieurs à ceux de l'Éthiopie, bien qu'ils restent importants par rapport aux tendances actuelles des investissements de la Zambie dans tous les sous-secteurs des infrastructures. La population a augmenté à un rythme relativement régulier, de 3,22 % en moyenne entre 2000 et 2020. La production par personne était également modérée (170 %), mais laissait entrevoir un retard dans la capacité à financer les besoins croissants en infrastructures par rapport à l'Éthiopie. La répartition entre zones urbaines et zones rurales est presque égale (45 % en 2020), ce qui indique la nécessité d'équilibrer les flux d'investissement dans les infrastructures dans les deux sens.

T

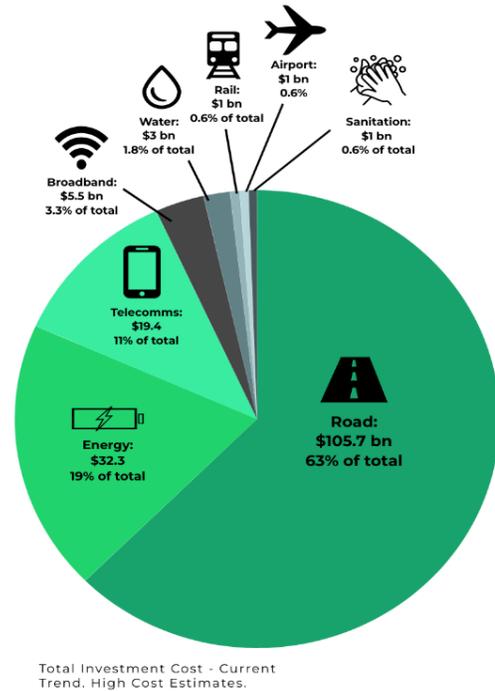


Figure 2 : Répartition des investissements de l'Éthiopie par sous-catégorie d'infrastructure suivant le scénario 1.

Total Investment Cost - Current Trend:
\$43.7 - \$64 billion



Figure 3 : Coûts totaux d'investissement de la Zambie suivant le scénario 1.

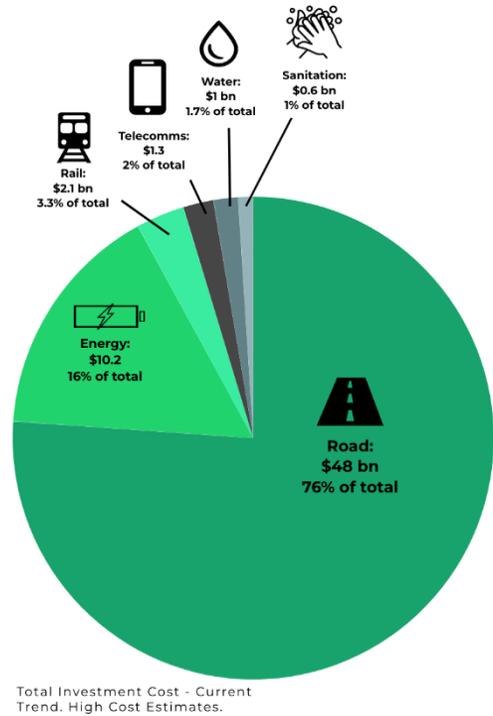


Figure 4 : Répartition des investissements de la Zambie par sous-catégorie d'infrastructure suivant le scénario 1.

En nous basant sur les sous-catégories d'infrastructures ci-dessus et sur les tendances actuelles des investissements en Zambie, nous prévoyons que l'expansion du réseau routier ainsi que la production et la distribution d'énergie représentent 92 % des besoins d'investissement en infrastructures du pays.

3.1.3 KENYA :

Nos prévisions révèlent que la tendance actuelle des coûts d'investissement au Kenya entre 2021 et 2030 se situe entre 56 et 82,7 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de dépenses annuelles moyennes, la tendance actuelle équivaut à 5,6 - 8,3 milliards de dollars, soit 6 - 8 % du PIB. Le coût total des investissements (tendance actuelle) peut être ventilé par secteur (figures 5 et 6).

Les estimations démographiques placent le Kenya parmi les dix premiers pays d'Afrique. Mais comme la Zambie et sur la base de l'estimation de la population en 2020 (51,99 millions), le Kenya avait moins de la moitié de la population de l'Éthiopie. Entre 2000 et 2020, la production par personne au Kenya a augmenté de 350 %, soit près de la moitié de celle de l'Éthiopie, qui a augmenté de 676 % au cours de la même période. Toutefois, les estimations pour 2020 montrent que la production par personne au Kenya, soit 1 936 dollars, est supérieure à celle de l'Éthiopie (919 dollars), ce qui indique une plus grande capacité à financer les besoins d'investissement au fur et à mesure que la population s'accroît. En conséquence, ces chiffres reflètent les différences

entre les besoins d'investissement dans les infrastructures et le potentiel pour les soutenir sur le continent et dans les différentes régions.

Entre 2000 et 2020, la proportion de la population rurale au Kenya a légèrement baissé en faveur de la population urbaine (51 %). Par conséquent, les tendances actuelles en matière d'investissement dans les infrastructures du pays reflètent la nécessité pour la Zambie d'orienter stratégiquement les investissements vers les zones rurales et urbaines.

Total Investment Cost - Current Trend:
\$56 - \$83 billion

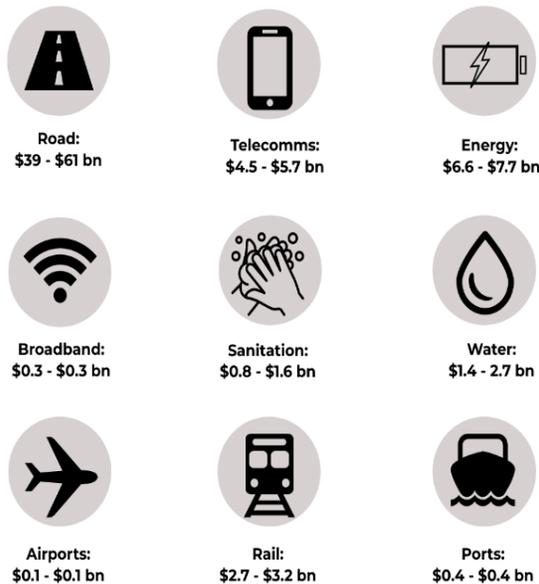


Figure 5 : Coûts totaux d'investissement du Kenya suivant le scénario 1.

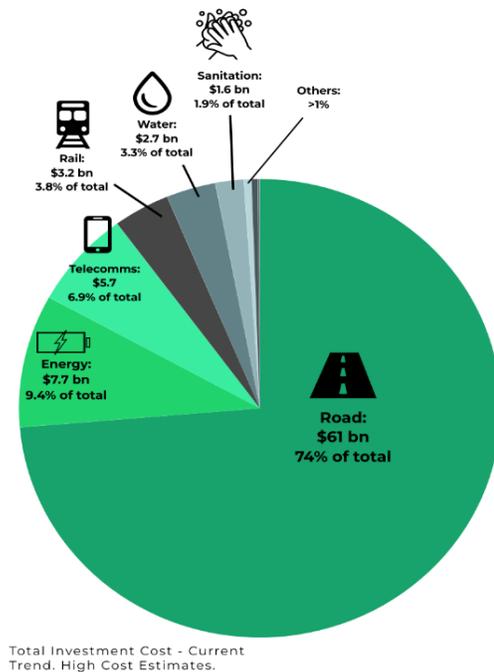


Figure 6 : Répartition des investissements du Kenya par sous-catégorie d'infrastructure suivant le scénario 1.

Comme l'illustrent les sous-catégories d'infrastructures ci-dessus, les tendances actuelles du Kenya en matière d'infrastructures révèlent que plus de 80 % des investissements doivent être consacrés à l'extension des réseaux routiers ainsi qu'à la production et à la distribution d'énergie.

3.1.4 TCHAD

Nos prévisions révèlent que la tendance actuelle des coûts d'investissement au Tchad entre 2021 et 2030 se situe entre 19 et 29,3 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de dépenses annuelles moyennes, la tendance actuelle équivaut à 1,9 - 2,9 milliards de dollars US, soit 16 % — 25 % du PIB. Le coût total des investissements (tendance actuelle) peut être ventilé par secteur (figures 7 et 8).

Dans notre ensemble de données sur quatre pays et sur la base des estimations pour 2020, le Tchad avait à la fois la population la plus faible et la production économique globale par personne

la plus basse, soit 16,64 millions et 644 dollars, respectivement. Avec une moyenne de 78 % entre 2000 et 2020, la population du pays est en grande partie rurale.

Total Investment Cost - Current Trend:

\$19 – \$29.3 billion

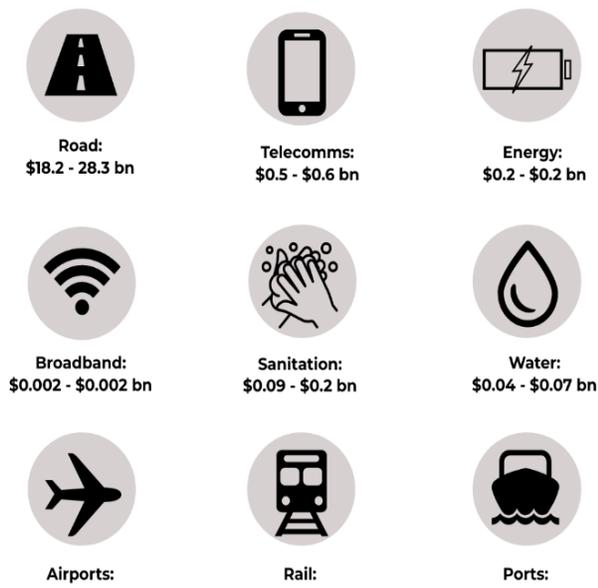


Figure 7 : Coûts totaux d'investissement du Tchad dans suivant le scénario 1.

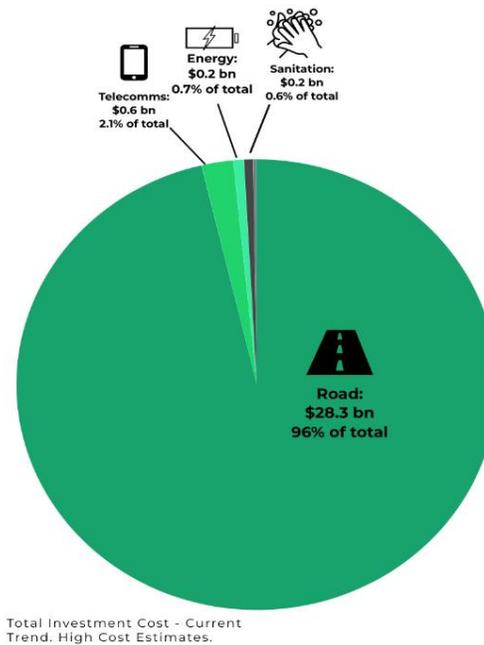


Figure 8 : Répartition des investissements du Tchad par sous-catégorie d'infrastructure suivant le scénario 1.

Le déséquilibre démographique décrit ci-dessus est illustré par les figures 7 et 8. Sur la base des tendances actuelles des investissements en infrastructures, la majeure partie des investissements du Tchad doivent être consacrés au développement du réseau routier.

Il convient également de noter que la production économique par personne varie dans le temps et (en plus d'autres variables) entre en concurrence avec les priorités nationales en matière d'investissement. Par conséquent, les investissements dans les infrastructures ne sont pas systématiquement consacrés aux investissements nécessaires à la construction, à l'entretien ou à l'expansion. Par rapport aux objectifs de développement national et mondial, les modèles et les niveaux d'investissement dans un pays mettent donc en évidence où et dans quelle mesure une intervention est nécessaire.

3.2 Scénario 2 : Réaliser les ODD

Vue d'ensemble : Nous présentons une vue d'ensemble des résultats de nos prévisions relatives aux dépenses d'investissement dans les infrastructures prévues dans le scénario 2 : Réaliser les ODD.

Coûts unitaires faibles — élevés : En utilisant les coûts unitaires faibles des investissements en infrastructures, nous prévoyons que le total cumulé des investissements en infrastructures entre 2021 et 2030 se situe entre 235,64 et 348,36 milliards de dollars pour l'Éthiopie, 73,77 et 108,01 milliards de dollars pour la Zambie, 145,11 et 214,11 milliards de dollars pour le Kenya et 32,38 et 55,99 milliards de dollars pour le Tchad.

PIB : D'après les résultats, l'Éthiopie, la Zambie, le Kenya et le Tchad devront consacrer en moyenne 14 % à 49 % de leur PIB par an à l'investissement dans les infrastructures jusqu'en 2030 pour réaliser les ODD.

3.2.1 ÉTHIOPIE :

Nos prévisions révèlent que pour que l'Éthiopie réalise les ODD, le coût total d'investissement entre 2021 et 2030 se situe entre 235,6 et 348,4 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de dépenses annuelles moyennes, l'Éthiopie devrait consacrer entre 23,6 et 34,8 milliards de dollars par an pour réaliser les ODD, soit entre 17 % et 25 % du PIB. Le coût total d'investissement pour atteindre les ODD peut être ventilé par secteur (figures 9 et 10).

Total Investment Cost - Meeting the SDGs: \$235.6 - \$348.4 billion

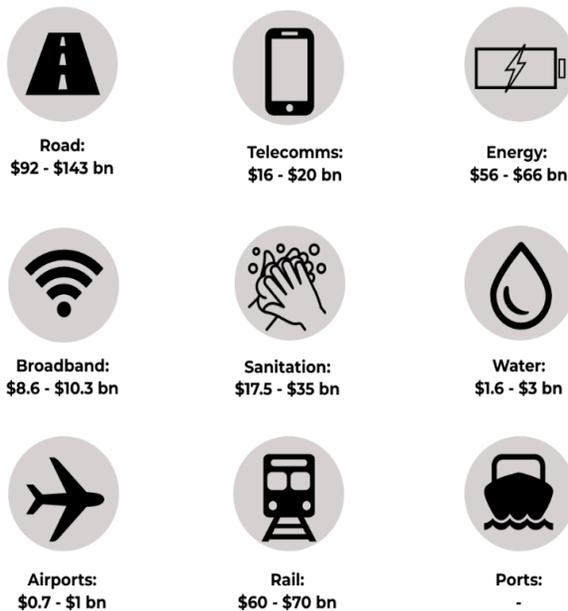


Figure 9 : Coûts totaux d'investissement de l'Éthiopie suivant le scénario 2.

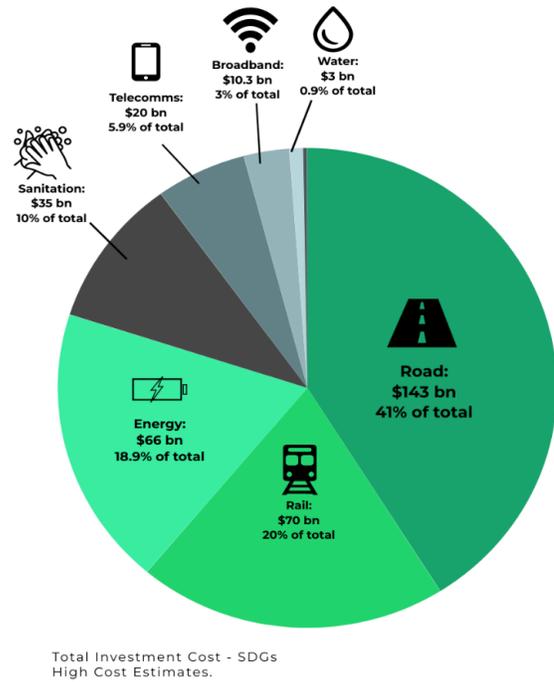


Figure 10 : Répartition des investissements de l'Éthiopie par sous-catégorie d'infrastructure suivant le

3.2.2 ZAMBIE :

Nos prévisions révèlent que pour que la Zambie réalise les ODD, le coût total d'investissement entre 2021 et 2030 se situe entre 73,8 et 108,1 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de dépenses annuelles moyennes, l'Éthiopie devrait consacrer entre 7,4 et 10,8 milliards de dollars par an pour réaliser les ODD, soit entre 26 % et 38 % du PIB. Le coût total d'investissement pour atteindre les ODD peut être ventilé par secteur (figures 11 et 12).

Total Investment Cost - Meeting the SDGs: \$73.8 - \$108.1 billion



Figure 11 : Coûts totaux d'investissement de la Zambie suivant le scénario 2.

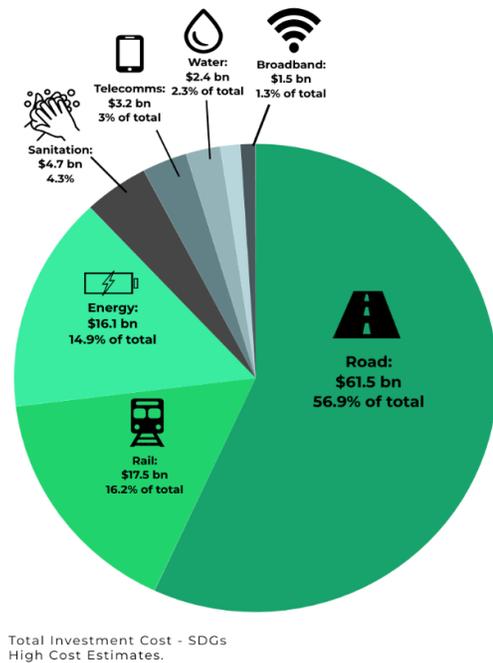


Figure 12 : Répartition des investissements de la Zambie par sous-catégorie d'infrastructure suivant le scénario 2.

3.2.3 KENYA

Nos prévisions révèlent que pour que le Kenya réalise les ODD, le coût total d'investissement entre 2021 et 2030 se situe entre 145,1 et 214,1 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de dépenses annuelles moyennes, le Kenya devrait consacrer entre 14,5 et 21,4 milliards de dollars par an pour réaliser les ODD, soit entre 14 % et 21 % du PIB. Le coût total d'investissement pour atteindre les ODD peut être ventilé par secteur (figures 13 et 14).

Total Investment Cost - Meeting the SDGs: \$145.1 - \$214.1 billion

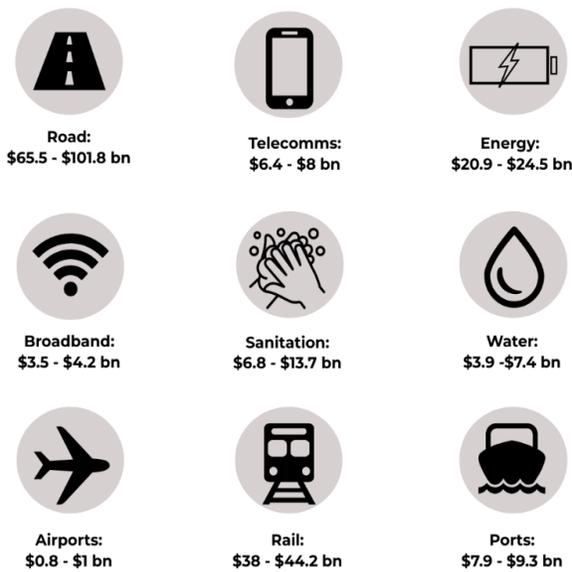


Figure 13 : Coûts totaux d'investissement du Kenya suivant le scénario 2.

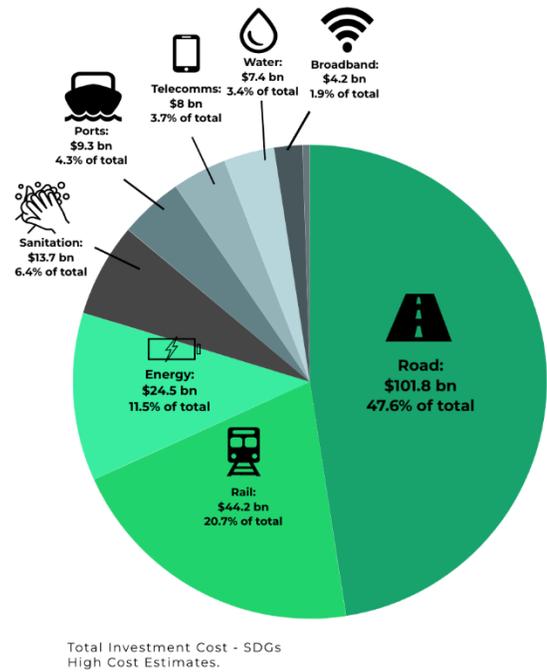


Figure 14 : Répartition des investissements du Kenya par sous-catégorie d'infrastructure suivant le scénario 2.

3.2.4 TCHAD

Nos prévisions révèlent que pour que le Tchad réalise les ODD, le coût total d'investissement entre 2021 et 2030 se situe entre 32,4 et 56 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de dépenses annuelles moyennes, le Tchad devrait consacrer entre 3,2 et 5,6 milliards de dollars par an pour réaliser les ODD, soit entre 28 % et -49 % du PIB. Le coût total d'investissement pour atteindre les ODD peut être ventilé par secteur (figures 15 et 16).

Total Investment Cost - Meeting the SDGs:

\$32.4 - \$56 billion



Figure 15 : Coûts totaux d'investissement du Tchad dans suivant le scénario 2.

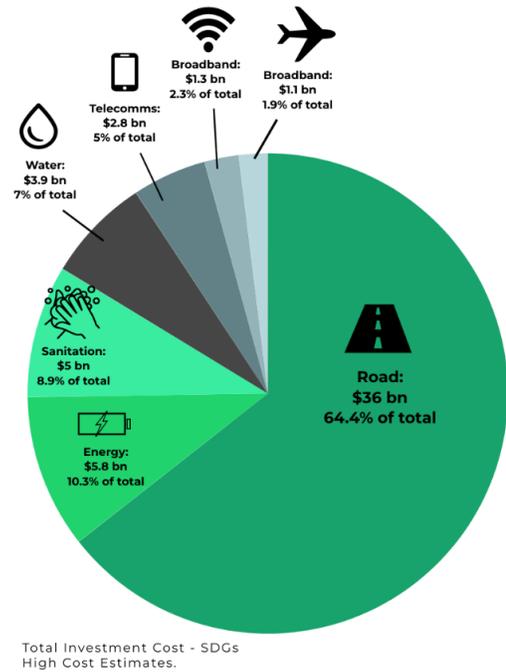


Figure 16 : Répartition des investissements du Tchad par sous-catégorie d'infrastructure suivant le scénario 2.

CHAPITRE 4 :

4 DÉFICIT TOTAL DE FINANCEMENT DES INFRASTRUCTURES

4.1 INTRODUCTION

Après avoir évalué les tendances actuelles en matière d'investissement dans les infrastructures dans chaque pays (scénario 1) et les niveaux d'investissement nécessaires pour atteindre les ODD à l'horizon 2030 (scénario 2), nous concluons en analysant les déficits de financement entre ces deux scénarios sur la base d'estimations basses et hautes des coûts d'investissement dans les infrastructures. Les différences ainsi calculées révèlent les déficits d'investissement en infrastructures projetés en Éthiopie, en Zambie, au Kenya et au Tchad entre 2021 et 2030. Ces écarts sont exprimés en termes de besoins d'investissement cumulés et annuels au cours de la période de 10 ans.

4.1.1 ÉTHIOPIE

Nos prévisions révèlent que le déficit total d'infrastructures de l'Éthiopie entre 2021 et 2030 se situe entre 116,1 et 179 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de déficit d'investissement annuel moyen, il se situe entre 11,6 et 17,9 milliards de dollars, soit entre 8 % et 13 % du PIB. Les différences entre le scénario du statu quo et le scénario des ODD sont illustrées dans le graphique 1.

**Total Investment Financing Gap:
\$116.1 - \$179 billion**

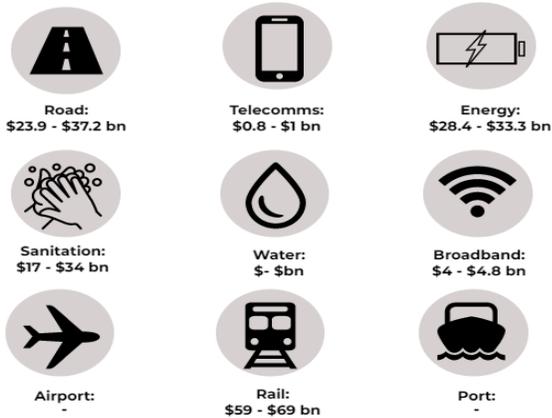
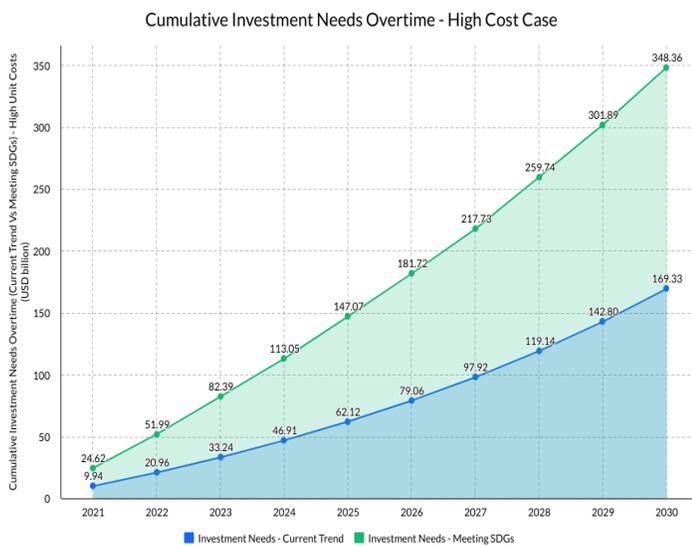
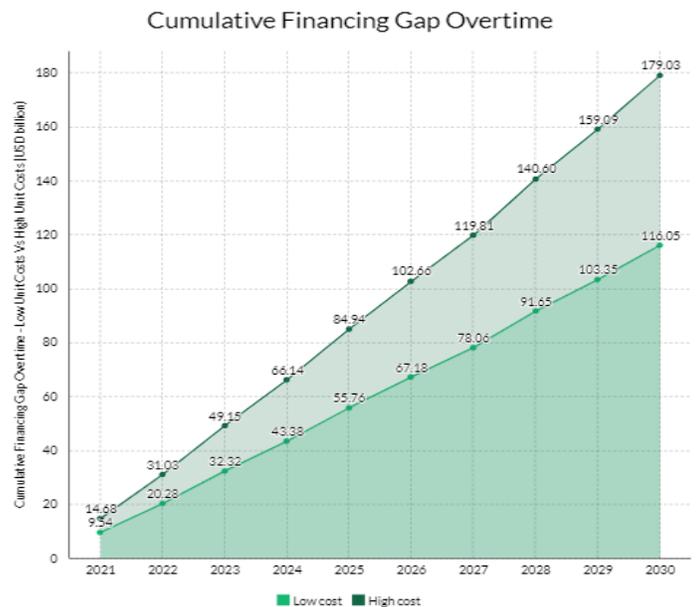


Figure 17 : Estimation du déficit d'investissement de l'Éthiopie (2021-2030).



Graphique 1 : Estimation du déficit d'investissement de l'Éthiopie (estimation du coût le plus élevé).



Graphique 2 : Estimation du déficit d'investissement de l'Éthiopie au fil du temps (2021-2030).

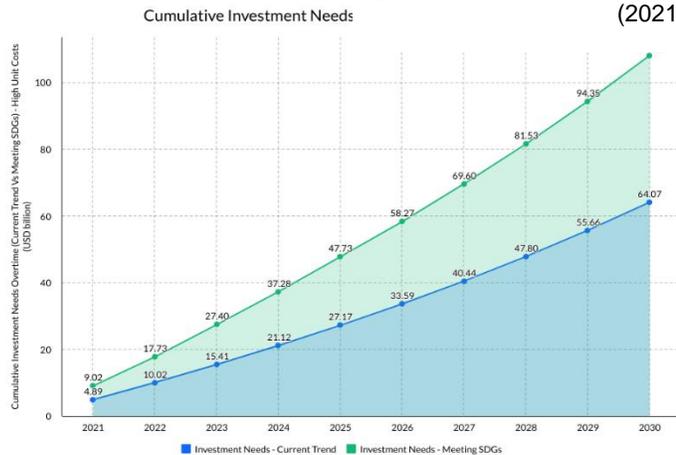
4.1.2 ZAMBIE :

Nos prévisions révèlent que le déficit total d'infrastructures de la Zambie entre 2021 et 2030 se situe entre 30 et 44 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de déficit d'investissement annuel moyen, il se situe entre 3 et 4,4 milliards de dollars, soit entre 10 % et 15 % du PIB. Les différences entre le scénario du statu quo et le scénario des ODD sont illustrées dans le graphique 3.

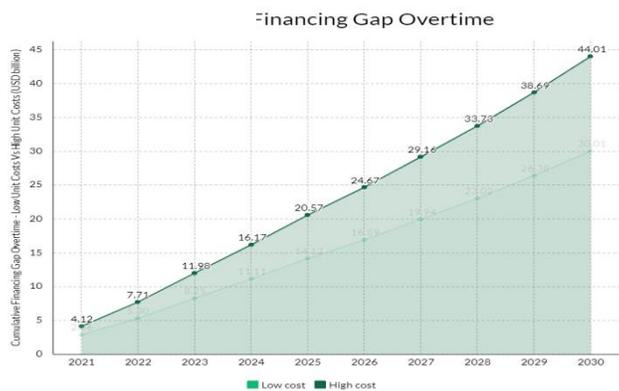
Total Investment Financing Gap: \$30 - \$44 billion



Figure 18 : Estimation du déficit d'investissement de la Zambie (2021-2030).



Graphique 3 : Estimation du déficit d'investissement de la Zambie (estimation du coût le plus élevé).



Graphique 4 : Estimation du déficit d'investissement de la Zambie (2021-2030).

4.1.3 KENYA :

Nos prévisions révèlent que le déficit total d'infrastructures du Kenya entre 2021 et 2030 se situe entre 89,1 et 131,4 milliards de dollars (coût faible à élevé). En termes de déficit d'investissement annuel moyen, il se situe entre 8,9 et 13,1 milliards de dollars, soit entre 9 % et 13 % du PIB. Les différences entre le scénario du statu quo et le scénario des ODD sont illustrées dans le graphique 5 (coût élevé).

Total Investment Financing Gap: \$89.1 - \$131.4 billion

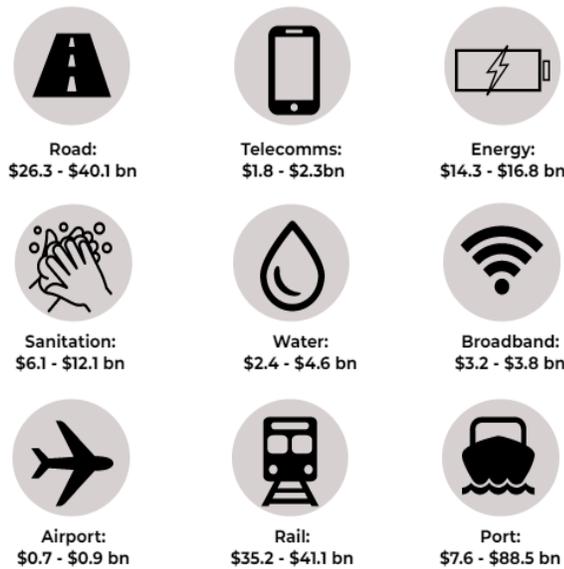
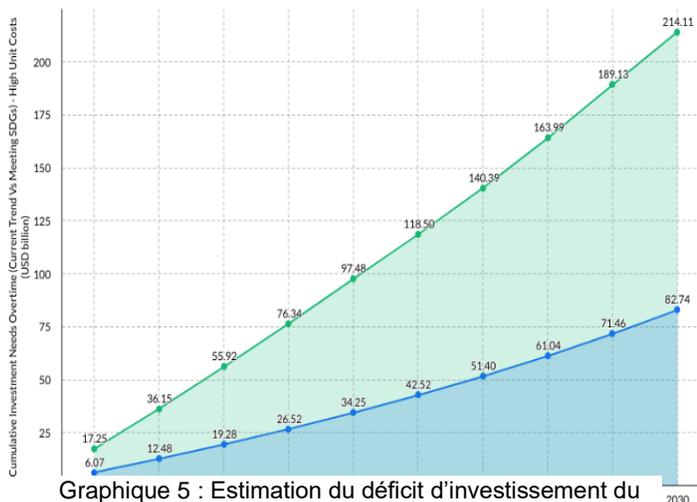


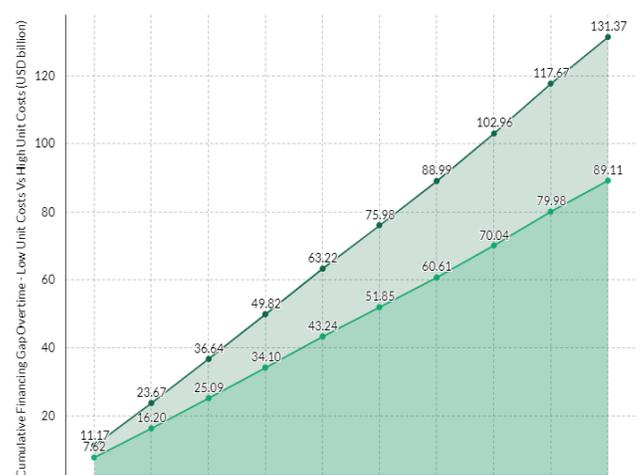
Figure 19 : Estimation du déficit d'investissement du Kenya (2021-2030).

Cumulative Investment Needs Overtime - High Cost Case



Graphique 5 : Estimation du déficit d'investissement du Kenya (estimation du coût le plus élevé).

Cumulative Financing Gap Overtime



Graphique 6 : Estimation du déficit d'investissement du Kenya (2021-2030, estimation du coût le plus élevé).

4.1.4 TCHAD

Nos prévisions révèlent que le déficit total d'infrastructures du Tchad entre 2021 et 2030 se situe entre 13,4 et 26,6 milliards de dollars (coût faible à élevé).

En termes de déficit d'investissement annuel moyen, il se situe entre 1,3 et 2,7 milliards de dollars, soit entre 12 % et 23 % du PIB. Les différences entre le scénario du statu quo et le scénario des ODD sont illustrées dans le graphique 7.

Total Investment Financing Gap: \$13.407 - \$26.645 billion

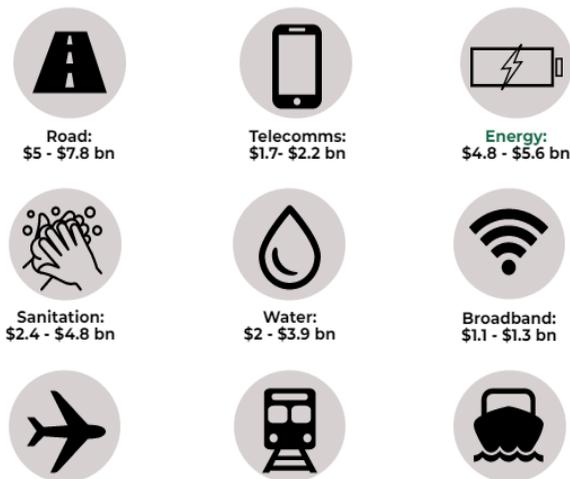
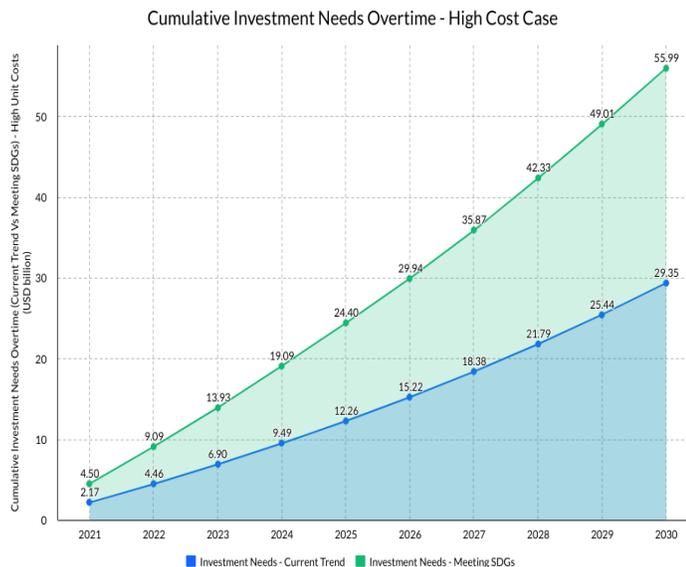
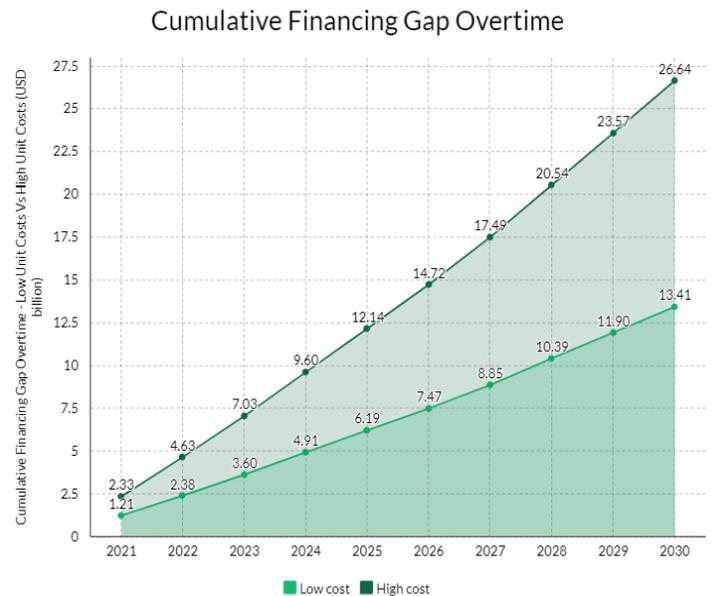


Figure 21 : Estimation du déficit d'investissement du Tchad (2021-2030).



Graphique 7 : Déficit total d'investissement du Tchad (2021-2030 scénario du coût le plus élevé).



Graphique 8 : Déficit total d'investissement du Tchad (2021 - 2030).

CHAPITRE 5 :

5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Comblent le retard en matière d'infrastructures dans les quatre pays nécessite d'énormes capitaux, comme l'ont montré les prévisions. Toutefois, cette démarche est entravée par l'AVD du FMI et de la Banque mondiale, dont l'objectif principal est de contrôler les niveaux d'endettement des pays à faible revenu en les classant dans les catégories « faible », « modéré », « élevé » ou « à risque de surendettement », la majorité des pays africains entrant dans les deux dernières catégories.

Cependant, l'AVD ne tient pas compte de la contrepartie positive de la dette — en ne comptabilisant pas les actifs produits par la dette — ce qui la rend incomplète. La dette d'un pays peut être consacrée à des activités très différentes, y compris à des investissements dans des actifs générateurs de croissance, principalement des infrastructures, qui peuvent avoir des « retombées » créant une nouvelle croissance qui n'aurait pas existé autrement. Par exemple, un nouveau projet ferroviaire peut réduire les coûts de transport et créer de nouveaux marchés, ce qui se traduit par une augmentation de la productivité. Pourtant, cet examen des nouveaux « biens » ou « actifs » potentiels créés par la dette contractée n'est pas inclus dans l'AVD.

Pour aller de l'avant, Development Reimagined propose deux recommandations clés que les décideurs politiques et la société civile des pays emprunteurs devraient faire valoir — en ciblant spécifiquement la réforme du FMI et de la Banque mondiale — afin de mieux répondre aux besoins et aux priorités de développement de l'Afrique.

1. L'AVD devrait tenir compte des « retombées positives » de la dette en se concentrant sur la qualité de la dette plutôt que sur sa quantité, et ajuster les seuils sur cette base. La dette peut financer des projets porteurs de croissance. Par exemple, les gouvernements africains empruntent souvent pour financer des dépenses d'investissement comme des projets d'infrastructure, notamment dans les domaines de l'énergie, des chemins de fer et des routes, qui ont tous des retombées positives sur la croissance, à savoir la création d'emplois et de sources de revenus, l'amélioration de la productivité, la facilitation du commerce régional et international et le développement de chaînes de valeur et d'approvisionnement. Ces effets de « croissance endogène » doivent être pris en compte dans l'AVD.

2. L'AVD devrait tenir compte du « déficit » existant entre les besoins en capitaux des pays et les besoins en capitaux nécessaires à la réalisation des ODD. À l'heure actuelle, il n'existe aucun moyen d'ajuster les AVD pour tenir compte des besoins. Les ODD et l'Agenda 2063 ne peuvent être réalisés sans une augmentation des dépenses et un accès approprié aux financements concessionnels.

6 REMERCIEMENTS ET COORDONNÉES

Development Reimagined souhaite remercier tout particulièrement Yalelet Yihun, Rugare Mukanganga et Jade Scarfe d'avoir mené avec diligence les recherches approfondies et l'analyse des projections, ainsi que Hannah Ryder pour sa supervision générale.

Pour plus d'informations sur nos projections, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante clients@developmentreimagined.com.